



à **FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE (FSU)**
18 Rue Condorcet 66 000 PERPIGNAN

Perpignan le 2 juin 2012

Madame, Monsieur,

Veillez trouver ci-dessous la réponse des candidats du NPA aux élections législatives à l'interpellation que vous leur avez adressée.

Nous espérons avoir répondu le plus complètement possible à ce questionnaire long et très détaillé. Nous avons quelquefois regroupé des questions pour une meilleure vue d'ensemble et certaines réponses concernent plusieurs paragraphes.

S'il y a des oublis, ce n'est pas volontaire compte-tenu du volume considérable de questions et, de plus, nous n'avons pas forcément de réponse complète à tout. En effet, nous pensons qu'il est nécessaire de prendre en compte l'avis des personnels et en premier lieu de leurs organisations syndicales.

Enfin, l'obtention des moyens nécessaires à la transformation et à la démocratisation des services publics au service des populations passera inévitablement par la mobilisation et la lutte des personnels face aux politiques de rigueur fussent-elles de gauche. Nous nous inscrivons dans cette perspective.

Veillez agréer nos salutations militantes.

I- EMPLOI, DETTE, FISCALITE, FINANCE, EUROPE

La crise est le produit d'une situation folle. Alors que l'économie entrait en récession, les capitalistes ont fait le choix de maintenir à tout prix leurs profits en décidant de licencier et de maintenir des salaires bas, de prêter massivement aux populations et aux États à des taux usuraires. Au lieu d'investir cet argent, ils ont préféré le placer dans la finance. Le résultat était inévitable : les populations et les pays les moins puissants ne peuvent plus payer, l'argent investi dans la finance a perdu sa valeur puisqu'il ne correspondait à rien, et l'économie s'effondre.

Les capitalistes et les gouvernements ont accéléré la crise par des mesures antisociales. En Grèce, les salaires et pensions de retraites ont été diminués de 17 %, la TVA a été augmentée de 4 %, les services publics ont été privatisés.

En France, la réforme des retraites, l'augmentation de la TVA, les suppressions de postes dans la fonction publique et les licenciements contribuent à faire payer la crise aux classes populaires.

L'objectif pour les capitalistes est d'utiliser la récession pour décupler l'exploitation, en espérant que cela relancera les profits.

Pourtant, avec les richesses que nous pouvons produire, avec les connaissances scientifiques et techniques, il ne devrait y avoir aucune raison pour que la société d'aujourd'hui ne soit pas capable de satisfaire tous les besoins humains.

C'est pour cela que le NPA défend un programme d'urgence qui doit s'attaquer à la logique du système capitaliste et au pouvoir patronal pour défendre les conditions de vie des millions de salariés, de chômeurs, de jeunes. Ce programme comprend les mesures qu'appliquerait un gouvernement des travailleurs pour servir l'intérêt du plus grand nombre.

Par exemple une augmentation importante des salaires, le recrutement de 100 000 personnels supplémentaires et la titularisation de 800 000 salariés précaires dans les fonctions publiques.

Le financement de mesures sociales massives est possible. Si on revenait sur les gigantesques transferts de richesses, environ 15 % du PIB, organisés au profit des capitalistes, il y aurait de quoi financer un bouclier social et investir pour transformer profondément l'économie et la société.

Du côté du privé : la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises est aujourd'hui inférieure de 8 points par rapport au début des années 1980. Ce transfert des revenus du travail vers les revenus du capital représente de 124 à 190 milliards d'euros pour une année. De plus, la part des dividendes dans le total des profits des entreprises (au détriment de l'investissement) représentait plus de 12 % de la masse salariale en 2009 contre 4 % au début des années 1980, soit un transfert de 40 milliards pour une année! Largement de quoi financer une augmentation de 300 euros et le passage à un Smic à 1700 euros dans les entreprises privées, et en plus créer des emplois. La moitié de cette somme suffirait!

Du côté du public : si l'impôt sur le revenu était rétabli à son taux et son barème de 2000, il rapporterait chaque année 15 milliards de plus à l'État. Si les niches fiscales créées depuis 2000 sur cet impôt étaient supprimées, il y aurait encore 38 milliards supplémentaires. Les exonérations de cotisations sociales patronales sont évaluées à 30 milliards. Enfin, le paiement des intérêts de la dette publique représente 48 milliards cette année.

En ce qui concerne la dette, nous devons imposer un moratoire. Ce qui permettra de suspendre les paiements pour mettre un terme au chantage aux coupes budgétaires et à l'austérité et d'utiliser les remboursements des intérêts pour répondre aux besoins sociaux : chaque année, le remboursement des intérêts correspond à 1 million d'emplois à 2000 € net, cotisations sociales comprises. Cela permettra aussi de donner le temps de l'audit de cette dette, de la décision politique pour permettre à l'ensemble de la population de décider de son avenir.

Pour le NPA, la réponse est claire, une dette construite par les cadeaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises est illégitime et n'a pas à être payée. Tous ensemble, nous devons par nos mobilisations imposer son annulation.

Son annulation ouvre la possibilité d'utiliser l'argent public pour des investissements et des emplois utiles à toute la population.

C'est aussi la condition pour mettre un terme au pouvoir des marchés. L'annulation de la dette provoquera la faillite des institutions financières, nous dit-on, mais c'est la politique même des banquiers et des États qui conduit à la faillite et à la ruine de la société. Il y a urgence à les empêcher de nuire. Il n'est plus question de renflouer à coups de milliards d'argent public leurs bilans pourris par les opérations douteuses, pour leur permettre de poursuivre leurs spéculations contre les peuples. Il faut les saisir, les socialiser sans indemnité ni rachat pour constituer un véritable service bancaire public sous le contrôle de la population, une appropriation publique et sociale du crédit qui permette d'imposer le contrôle des capitaux et de leur utilisation. Il n'y a pas d'autre voie pour en finir avec la mainmise des banquiers sur les finances publiques, pour en finir avec la spéculation.

En matière de régulation financière deux types de mesures, nous paraissent essentiels :

Celles qui visent à supprimer les pouvoirs de nuisance des marchés financiers. La première urgence est de mettre fin à la liberté de circulation des capitaux. Autant nous sommes très réservés vis-à-vis des discours protectionnistes, autant nous pensons qu'il faut remettre en place un contrôle strict des mouvements de capitaux (si possible au niveau européen, à défaut au niveau des États qui en seront d'accord). Il faudra également interdire les mécanismes spéculatifs et imposer aux institutions financières (y compris françaises) de fermer leurs succursales dans les paradis fiscaux.

Celles qui visent à mettre les banques et institutions financières au service d'un développement réorienté en fonction des urgences sociales et écologiques. Cela ne peut se faire avec le système bancaire tel qu'il existe.

Il faut mettre les banques au service d'une politique de transformation sociale et écologique. Il faut en finir avec les politiques de libéralisation et de privatisation des banques qui ne conduisent qu'à des impasses dont Dexia est une triste illustration. Dans ce cadre, nous sommes en faveur :

- d'une nationalisation intégrale du système bancaire sans indemnité, ni rachat ;
- de l'instauration d'une politique de crédit différencié selon les caractéristiques sociales et écologiques des projets. Cela impliquera de remettre en cause le modèle de la banque généraliste et la mise en place des banques spécialisées capables de suivre pleinement les projets ;
- de l'instauration d'un contrôle social et démocratique des banques publiques avec la participation à leur direction de représentants des élus locaux et nationaux, des salariés, des associations.

II- RETRAITES, PENSIONS, DEPENDANCE

Nous sommes favorables à la revalorisation des retraites les plus faibles.

Plus généralement nous défendons :

Retour à la retraite à 60 ans (55 ans pour pénibilité)

Durée de cotisation : 37,5 annuités (incluant les périodes de formation)

Taux : 75 % du salaire net calculé sur moyenne 10 meilleures années dans le privé, la dernière année dans le public.

Suppression de la décote ; Indexation sur les salaires ; Minimum égal au SMIC

Parallèlement suppression des exonérations de cotisations sociales et création massive d'emplois.

Financement de la perte d'autonomie à 100 % par la Sécurité Sociale sans condition d'âge ou de ressources dans le cadre d'un système obligatoire, universel et solidaire relevant du service public afin garantir l'égalité d'accès et de traitement sur tout le territoire.

III- EGALITE HOMMES-FEMMES

Egalité des salaires sur la base : à fonction égale et niveau de formation égal, salaire égal.

Il faut faciliter la reprise de l'activité professionnelle après les congés de maternité par la mise en place d'un service public gratuit de la petite enfance (moyens de garde, crèche etc.) et l'accueil en maternelle dès 2 ans, de façon à assurer une continuité de carrière.

Une retraite minimale au niveau du SMIC doit être garantie à toutes et à tous.

Nécessité de sanctionner les auteur(e)s de harcèlement sexuel.

Plus généralement à l'échelle de la société il y a nécessité d'une éducation et d'une formation non sexiste pour tous et toutes avec par exemple une réelle mixité dans la prise du congé parental, une lutte contre les préjugés sexistes sur les métiers etc.

IV- SERVICES PUBLICS

V- LES FONCTIONS PUBLIQUES ET LEURS AGENTS

VI- DEMOCRATIE ET DIALOGUE SOCIAL

Réponse aux IV, V et VI

Nous sommes bien sûr pour l'abrogation de la RGPP qui supprime un poste sur deux de fonctionnaires partant à la retraite et

pour un plan massif de création de postes.

Quelques exemples :

Droit à l'éducation

Nous voulons donc l'abrogation des réformes LMD, LRU, de la loi Fillon de 2005, de la masterisation des concours et l'arrêt des suppressions de postes.

Il faut faire exactement l'inverse. L'éducation doit être gratuite de la maternelle à l'université, offrir des diplômes de qualité avec une valeur nationale. Il faut embaucher 150 000 enseignants.

Les programmes doivent être refondus à tous les niveaux sous le contrôle croisé des enseignants, des parents et des élèves.

Les stages doivent être rémunérés au minimum à hauteur du Smic.

De même, la recherche ne doit pas être adaptée aux besoins immédiats des entreprises.

L'accès à la santé

Nous voulons le remboursement à 100 % de tous les soins par l'Assurance maladie. Nous voulons l'arrêt des restructurations hospitalières, l'abrogation de la loi Bachelot, le maintien des hôpitaux de proximité avec urgences, maternité et chirurgie, un plan de création de 120 000 emplois dans les hôpitaux, l'expropriation des cliniques privées et des trusts pharmaceutiques et leur intégration au service public.

Se loger, un besoin vital

Nous voulons la réquisition des logements vides, la construction de 200 000 logements sociaux par an, l'arrêt des ventes de HLM, la renationalisation des HLM vendues et le blocage des loyers pour les limiter à 20 % du revenu.

Transports

Nous voulons développer massivement des transports en commun gratuits, écologiques et publics, de proximité et de qualité et rapprocher habitations et lieux de travail. Nous voulons le financement par les entreprises de la totalité des déplacements vers le lieu de travail.

Suppression de la journée de carence.

Nous sommes absolument opposés à la Réforme de l'Administration Territoriale de l'Etat (RéATE) qui donne aux préfets un rôle décisif sur l'ensemble des politiques publiques et qui transforme toutes les directions

départementales ministérielles en services de la préfecture. Ces « réformes » constituent un retour à l'Etat fort vu du côté du ministère de l'intérieur.

Grâce à la mutualisation des personnels que cela permet, l'objectif des suppressions de postes de fonctionnaires pourrait être atteint. Le dialogue social n'est pas véritablement prévu. Les préfets sont chargés de réunir les personnels pour les informer et les convaincre.

Elles remettent aussi en cause toute l'organisation syndicale actuelle, ses champs d'intervention et ses prérogatives.

Ces « réformes » portent en elles des questions essentielles : quelle organisation de l'État ? Rôle et place des collectivités territoriales ? Financements et fiscalité ? Missions de services publics ? Statut et gestion des agents ? Avec les organisations syndicales nous devons analyser et surtout répondre, sur le fond et la forme, à ces questions vitales pour les usagers, les personnels et leurs représentants.

Les structures habituelles de concertation et de paritarisme sont bafouées et lorsque les organisations syndicales ne signent pas, les gouvernements passent en force. Les représentantEs des personnels doivent être éluEs au plus près des salariéEs selon des modalités à débattre. Ils doivent être contrôlables et révocables. Ils doivent disposer de tous les pouvoirs de gestion et des moyens de répondre aux besoins des personnels.

Les syndicats doivent disposer des moyens nécessaires à leur fonctionnement (notamment de locaux gratuits).

Sous le précédent gouvernement nous avons en permanence condamné la criminalisation croissante du mouvement syndical dans le but de réprimer tous ceux qui s'opposaient à la volonté gouvernementale de casser les services publics, de casser celles et ceux qui refusaient de baisser la tête. Le droit de grève, le droit de manifester sont des droits fondamentaux qui doivent être garantis. Un syndicalisme de lutte reste nécessaire et c'est en défendant des positions combatives que les syndicats convaincront les travailleurs-ses de l'importance de se syndiquer.

VII- POSTES, CONDITIONS DE TRAVAIL DES ENSEIGNANTS

VIII- EDUCATION, DEMOCRATISATION DE L'ECOLE, APPRENTISSAGE

Réponse aux VII et VIII

Temps de travail, formation initiale, salaires, etc.

Nous sommes favorables à une réduction du temps de travail : douze heures devant les élèves des premier et second degrés afin de dégager un temps indispensable à la coopération et à l'échange au sein des personnels des écoles : enseignants, personnel médical, social, technique, ainsi que la limitation du nombre de jeunes dont doit s'occuper un enseignant (80 pour les enseignants, 250 pour les CPE et psychologues...). Maintien des maxima de service qui pourraient être dans ce cadre de l'ordre de 20 heures au plus.

Comme dit auparavant nous voulons l'abrogation de la RGPP et un plan massif de création de postes qui permette une réduction des effectifs : maximum de 20 élèves par classe, 15 en maternelle.

En même temps le rattrapage immédiat des 100 000 postes supprimés, mais aussi la titularisation de l'ensemble des précaires.

Nous sommes pour une formation initiale combinant une formation pédagogique, psychologique, liées aux travaux de la recherche, des mouvements pédagogiques et didactiques, ainsi qu'une mise en pratique progressive et accompagnée des classes.

Le préalable étant le retrait immédiat de la réforme sur le recrutement et la formation des enseignantEs.

De même que nous contestons la mise en concurrence des élèves, nous la dénonçons également pour les enseignants. C'est pourquoi nous sommes pour le retrait du nouveau mode d'évaluation qui accentue le lien évident entre l'avancement de carrière et ses conséquences sur le salaire, au profil de l'enseignant à savoir : si on agit ou non en bon fonctionnaire d'État. Nous refusons la caporalisation des enseignantEs, à laquelle nous opposons la liberté pédagogique en vue de l'émancipation de tous les jeunes.

En ce qui concerne les salaires, de façon générale nous sommes pour une augmentation de 300 euros net et un salaire minimum de 1700 euros net. Sur cette base nous sommes pour une refonte de la grille indiciaire des enseignants (suppression de la hors classe entre autres) dans le sens d'une augmentation des salaires sur la base des propositions syndicales. Dans l'immédiat un "rattrapage" d'au moins 10 %, correspondant à la perte depuis 2000, doit être effectué. Nous sommes favorables à l'indexation des salaires sur les prix.

Nous voulons la suppression du dispositif ECLAIR et refonder la politique de l'éducation prioritaire. Nous refusons le recrutement local des enseignantEs et sommes opposés à la politique d'autonomie des établissements. Ces mesures ne peuvent qu'aboutir à une augmentation des inégalités, une dégradation de la qualité de l'enseignement et une remise en cause des acquis des salariés de l'éducation.

Bien évidemment en aucun cas le chef d'établissement ne recrute les personnels et de plus son domaine d'intervention doit être restreint.

Pour respecter les rythmes scolaires des élèves en même temps que les conditions de travail des personnels d'éducation, il faut rétablir immédiatement les milliers de postes supprimés, notamment ceux des instituteurs spécialisés à l'aide aux élèves en difficultés (RASED), transformer en postes statutaires les milliers d'emplois précaires, et créer autant de postes d'enseignants et de personnels d'éducation, d'intendance et administratifs qu'il est nécessaire pour enfin vivre l'école comme un lieu d'épanouissement épargné du stress, de l'angoisse de l'échec et du productivisme scolaire sélectif et éliminatoire.

Pour le NPA, l'organisation de la semaine et de l'année scolaire doit être discutée au sein d'un débat public et démocratique permettant également de définir ensemble les programmes et les contenus d'une école commune sans sélection ni orientation de 3 à 18 ans.

Sur l'enseignement professionnel :

L'abandon d'une année de formation en lycée professionnel est un grave recul. La multiplication des « orientations » dès 14 ans, des filières maquillées en options et des parcours imposés avec des classes « au rabais » sont une manière de masquer la sélection organisée par l'Etat pour faire baisser les « coûts ».

Le service public d'éducation et de l'enseignement professionnel est en danger. Le lycée professionnel constitue souvent la première cible et le laboratoire de toutes les réformes. La réforme du lycée des métiers a constitué la première étape dans le démantèlement de ce service public en entérinant un partenariat poussé entre l'école et l'entreprise, en instituant une concurrence entre établissements labellisés ou non. La réforme Darcos de l'enseignement professionnel public a servi avant tout à supprimer massivement des emplois. Aussi, les suppressions d'emplois dans l'EN à la rentrée 2012 toucheront tout d'abord le LP. Aujourd'hui, ce sont partout des lycées et des filières qui sont fermés, et la promotion de l'apprentissage qui jette les élèves dans les bras du patronat. Ces réformes représentent aussi un appauvrissement des contenus, le tri social dès le plus jeune âge et l'augmentation du décrochage scolaire. Ces réformes doivent être abrogées.

Nous refusons l'organisation de l'apprentissage par les chambres de commerce. Tous les organismes de formations professionnelles doivent être nationalisés, devenir gratuits pour les élèves et déboucher sur des diplômes nationaux permettant des négociations salariales claires.

De façon plus globale :

Nous sommes pour un service public de la petite enfance et nous voulons porter la scolarisation obligatoire à 18 ans, sans division de filières, de manière à assurer l'émancipation de tous les jeunes, via une véritable formation pluridisciplinaire et polytechnique. C'est dans cette même logique qu'il faut, de notre point de vue, totalement revoir l'orientation des jeunes. Actuellement, la violence de l'orientation imposée aux élèves, sélective et élitiste, est le reflet de la violence de notre société basée sur l'exploitation des travailleurs au profit d'une petite élite. La hiérarchisation des filières de lycées est une expression d'une hiérarchisation sociale entre les différentes professions.

Pour nous, tous les enfants doivent apprendre ensemble à comprendre le monde, sans filière ni orientation, jusqu'à 18 ans, c'est cela le socle commun.

Puis l'école doit assurer une formation professionnelle à tous et toutes, à la mesure des besoins. Chaque élève doit pouvoir, fille comme garçon, accéder à la formation de son choix.

Les formations professionnelles doivent rester dans le cadre du service public. Nous exigeons une totale gratuité des études, et l'abrogation de tous les frais imposés. Il faut imposer la rémunération des stagiaires et des apprentis à hauteur de la convention collective de leur branche, jamais en dessous du SMIC. Nous défendons l'attribution d'une allocation d'autonomie pour les jeunes, à hauteur du SMIC, financée comme les retraites par des cotisations sociales et gérées par des jeunes et des salariés élus.

Il faut garantir des diplômes nationaux et de qualité pour tous. Nous refusons l'abandon du monopole d'État quant à la délivrance des diplômes et à la délimitation des qualifications.

Sur l'enseignement supérieur et la recherche :

- Abrogation des contre-réformes : LRU et pacte pour la recherche, LMD, Contrat Doctoral Unique et Masterisation

- Dissolution des agences de mise en concurrence : ANR et AERES

- Sortie du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne

- Pour un grand service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur tout le territoire, indépendant des intérêts du patronat et des marchés.

Pour les personnels

- Un plan de titularisation massif de tous les précaires dans la fonction publique. Dans l'ESR, nous revendiquons l'intégration à la fonction publique des 50 000 agents non statutaires et l'embauche de 100 000 personnels supplémentaires

- Pas de salaires en dessous de 1700 euros net, augmentation de 300 euros pour toutes et tous

- Financement pour tous les doctorants pendant toute la durée de la thèse : augmentation du nombre de financements et octroi, excepté pour celles et ceux qui sont déjà insérés et ne souhaitent pas rejoindre l'ESR, d'un statut de fonctionnaire stagiaire, sans cloisonnement des carrières (ingénieur, administratif, enseignant, chercheur...)

- Pour une véritable politique d'amélioration de leurs conditions de travail, d'hygiène et de sécurité

Pour les étudiants

- Allocation d'autonomie au niveau du SMIC

- Construction massive de résidence pour un logement étudiant décent pour toutes et tous

- Maintien du cadre national des diplômes, reconnaissance de ces diplômes dans les conventions collectives

- Des papiers pour tous les étudiants : carte d'étudiant = carte de séjour

Pour la recherche

- Financement récurrent des équipes permettant de mettre en place une recherche dans la durée. Suppression du crédit impôt recherche.

- Retrait de la RGPP et des « plans d'action » qui la mette en place dans les organismes de recherche

- Financement sur projet pour les nouvelles pistes ou thématiques, pour les nouvelles collaborations et les jeunes chercheurs

IX- LAÏCITE

La laïcité, c'est la conquête de l'autonomie de l'individu contre toutes les tutelles, le refus de voir les autorités religieuses se mêler de la gestion de la cité et de ses institutions. L'évolution de la société marchande nous conduit à nous opposer également aux puissances financières qui, par l'intermédiaire du parrainage, entendent peser sur le système éducatif public car nous sommes opposés à toute influence marchande ou religieuse sur l'école et sur les élèves : nous sommes pour la nationalisation des écoles confessionnelle, patronale et commerciale ; nous refusons les concordats qu'ils soient d'Alsace, de Moselle ou d'Outre-mer ; nous sommes pour l'abrogation de la loi Carle ; nous refusons tous les signes religieux pour les personnels qui représentent l'école (mais combattons la discrimination des mamans voilées qui se voient refuser d'accompagner les sorties scolaires).

X- ETAT DE L'ECOLE DANS NOTRE DEPARTEMENT

De façon générale nous sommes favorables à des établissements de taille raisonnable répartis sur le territoire.

La poursuite du maillage du territoire (maintien des écoles et des collèges ruraux) sans dégrader les conditions d'enseignement

dans les plus grosses structures et sans abandonner certaines missions de services publics (enseignement adapté, remplacement, aide aux élèves en difficulté, aide aux associations complémentaires de l'Ecole Publique) ainsi que le rétablissement et l'amélioration de l'aide adaptée (RASED par exemple) demandent non seulement un plan de rattrapage mais aussi une réelle augmentation des moyens.

Dans l'immédiat cela pourrait se traduire par la création de 100 à 200 postes d'enseignants et une centaine de personnels d'encadrement. Le dispositif RASED doit être rétabli. L'objectif de réduction du nombre d'élèves par classe nécessitera de créer de nouveaux postes. Nous devons en discuter avec les organisations syndicales qui sont les mieux placées pour évaluer les moyens en termes de personnels. En même temps nous réitérons notre exigence de la titularisation de l'ensemble des personnels précaires.

Nous rappelons également ici notre engagement à supprimer le dispositif ECLAIR et à augmenter les moyens pour l'éducation prioritaire.

En ce qui concerne la carte scolaire l'opposition binaire (ZEP-non ZEP) ne semble plus pertinente. Ne faut-il pas raisonner aujourd'hui en nécessité absolue de donner le maximum à tous en travaillant d'arrache-pied à reconstruire de la mixité sociale (par une autre politique de la ville par exemple) qui déboucherait sur une réelle mixité scolaire ? Cette question devrait faire l'objet d'un débat public.